

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection au titre du code de l'environnement

DREAL Bourgogne-Franche-Comté

Unité Départementale de Saône-et-Loire		Subdivision de Mâcon
<p>Nom de l'inspecteur : Jean-Pierre MOUREAU</p> <p>Date de la lettre d'annonce de l'inspection : le 10 mars 2016 Date de l'inspection : 14 avril 2016</p> <p>Type d'inspection :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input checked="" type="checkbox"/> approfondie <input type="checkbox"/> inopinée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée </div> <div>ou</div> <div> <input type="checkbox"/> courante <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> circonstancielle </div> <div>ou</div> <div> <input type="checkbox"/> ponctuelle </div> </div>		
<p>Société : FPT - POWERTRAIN</p> <p>Communes : BOURBON LANCY (71) Avenue Puzenat</p> <p>Activité : Fabrication de moteurs + boîtes à vitesses pour engins et poids lourds.</p>		<p>Autorisation</p> <p>Priorité : Autre</p>
<p>Thèmes : Eau - Air - Bruit - Déchets</p> <p>Liste des installations inspectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ateliers d'usinage d'arbres à cames et vilebrequins , ligne de montage et zone essai à froid, – Extérieur du site avec station de traitement, zone de stockage des huiles et fioul, bâtiment de stockage copeaux. <p>Référentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 janvier 2008, – Arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 09 décembre 2014, – Arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression. 		
<p>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GRILLO L. – Directeur du site, • ANDRE D. – Responsable hygiène sécurité et environnement, • DECHAMPS D. – Responsable maintenance, travaux services généraux, • PIERRE L. – Responsable fabrication. 		
<p>Principales constatations effectuées :</p> <p>Le site est globalement bien tenu.</p> <p>Néanmoins, plusieurs non-conformités et remarques ont été relevées dans le tableau des constats joint en annexe et devront faire l'objet d'actions correctives.</p> <p>Les résultats des contrôles inopinés opérés en 2016 sur les rejets aqueux relèvent des non conformités.</p> <p>La zone de stockage copeaux des supports de blocs moteurs présentent des risques de pollution (lessivage par les eaux météorites).</p>		
<p>Suite envisagée : Observations à traiter par courrier.</p>		
<p>Liste des documents établis suite à la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Rapports d'inspection (fiche des constatations de visite et tableau des constats), – Lettre à l'exploitant. 		
<p style="text-align: center;">Rédacteur</p> <p>A Mâcon le 25 avril 2016 L'inspecteur de l'environnement</p> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  </div> <p style="text-align: center;">Jean-Pierre MOUREAU</p>	<p style="text-align: center;">Vérificateur</p> <p>A Mâcon le 29 avril 2016 L'inspectrice de l'environnement</p> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  </div> <p style="text-align: center;">Céline LEROUX</p>	<p style="text-align: center;">Approbateur</p> <p>A Mâcon le 02 mai 2016 Pour le directeur et par délégation Le responsable de l'unité départementale de Saône-et-Loire</p> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  </div> <p style="text-align: center;">Patrice CHEMIN</p>

TABLEAU DES CONSTATS D'ECARTS ET DES CONSTATS PERTINENTS

Société FPT POWERTRAIN, 79 Avenue Puzenat, 71140 BOURBON-LANCY
Visite d'inspection du jeudi 14 avril 2016

Textes réglementaires de référence :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 janvier 2008,
- Arrêté préfectoral complémentaire pour la surveillance pérenne RSDE du 09 décembre 2014,
- Arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression.

Article	Points vérifiés	Conformité	Observations
1.2.1.	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Observation	<p>L'exploitant déclare qu'il adressera prochainement au préfet un dossier prenant en compte les nouvelles rubriques de la nomenclature ainsi que les évolutions des seuils reflétant la production du site.</p> <p>Ce dossier a été partiellement présenté ce jour sous une version non finalisée.</p> <p>=> L'exploitant doit repositionner son installation par rapport aux rubriques de la nomenclature, au vu de la situation actuelle, et justifier les modifications apportées par rapport au dossier d'autorisation d'exploiter initial</p> <p>Les principales évolutions réalisées depuis 2008 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la lagune aérée a été remplacée par une station de traitement des eaux usées et de process dimensionnée pour 2200 équivalents habitants avec une mise en service en 2010, modification qui n'a pas été portée à la connaissance du préfet, • la restructuration de la zone de stockage des cuves aériennes du local D2 avec l'implantation de nouvelles cuves, information transmise par courrier du 27 juin 2012. <p>=> Il est rappelé à l'exploitant que toute modification entraînant des changements de fonctionnement de l'installation doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.</p>
Chap. 8.1	BILAN TAR pour déclaration GIDAF	Conforme	Le dernier rapport pour 2015 produit par Véolia est examiné ce jour et n'appelle pas de remarque particulière.
		Observation	<p>L'exploitant devra repositionner son installation par rapport à la rubrique 2921 modifiée en 2013, au regard des six TAR présentes sur le site en précisant leur dénomination, leurs caractéristiques techniques (notamment puissances), et leur localisation sur le site.</p> <p>Ces éléments permettront par ailleurs de mettre à jour les données d'autosurveillance demandées dans l'application informatique GIDAF.</p>

Principaux conduits et installations raccordées , Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques :	Concentration maximale dans le rejet	
	polluant	N° de conduit
3.2.2 et 3.2.3	COV totaux hors méthane exprimé en carbone total	1 à 11, A1-1 à A1-12, B1-1 à B1-40,
	poussières	1 à 5, 7 à 11, A1 –1 à A1-12, B1 – 1 à B1 – 40.
	Acidité totale exprimée en H	16 à 34
	Alcalins, exprimés en OH	16 à 34
	Concentration maximale dans le rejet	
	polluant	N° de conduit
	SO ₂	Chaudières C1 et C2
	Oxyde d'azote en équivalent NO ₂	Chaudières C1 et C2
4.1.1	Prélèvement et consommation d'eau : =>consommation maxi annuelle et débit maximal de 350 m ³ /j : <ul style="list-style-type: none"> • nappe phréatique (puits 1,2 ou 3) : 185 000 m³ • réseau public eau potable : 20 000 m³ 	
4.1.2	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	
9.2.2.2	La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 8 piézomètres répertoriés sur la plan joint en annexe ainsi qu'à partir des puits n° 3, 4 et 6.	

Il n'y a pas d'auto-surveillance définie au niveau de l'AP , cependant l'exploitant a prévu un programme de contrôle sur une période de 7ans.
Le programme prévu pour 2016 réalisé par DEKRA pendant la période du 14/03/16 au 17/03/16 est vérifié et n'a pas relevé d'écarts par rapport aux prescriptions.

Conforme

Le débit maximal de prélèvement de 350 m³/j est respecté.
Pour 2014: la consommation est de 9254 m³ en eau potable et 55596 m³ en eau industrielle.
Pour 2015: la consommation est de 8452 m³ en eau potable et 52886 m³ en eau industrielle.

Conforme

Les contrôles sont effectués annuellement pour 4 disconnecteurs.

Conforme

La fréquence des contrôles fixée semestriellement a été respectée depuis 2008.

Conforme

Le dernier bilan réalisé par DEKRA indique:
- au droit des puits privés, les résultats montrent l'absence d'impact du site.,
- au droit des piézomètres du site, il apparaît nécessaire de continuer les investigations semestrielles sur les différents paramètres .
=> L'exploitant transmettra les derniers résultats d'analyses avec les commentaires nécessaires à leur interprétation.

Observation

4.2.2 4.3.5	Plan des réseaux, Localisation des points de rejets (en corrélation avec AP).	Observation	<p>Le plan de récolement des réseaux, du bâti et des aires de stationnement doit être mis à jour en corrélation avec les points références dans l'arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en identifiant les réseaux, en précisant le sens d'écoulement, le diamètre des tuyaux et la profondeur des fils d'eau.,, • en positionnant les points singuliers (points de rejets, points de prélèvements, puits, TAR , disconnecteurs, regard compteurs, vanne d'obturation...), • en identifiant clairement les réseaux (eau potable et réseau d'eau des puits..). <p>=> l'exploitant transmettra à l'inspection une copie de son plan de récolement mis à jour à une échelle lisible.</p>
4.2.4 7.7.5.1	Protection des réseaux internes à l'établissement, avec isolement avec des milieux Un système doit permettre l'isolement des réseaux du site par rapport à l'extérieur. Confinement des eaux polluées	Observation	<p>La visite terrain confirme l'existence de vannes de coupure positionnées sur les différents réseaux.</p> <p>La dernière manœuvre pompier du jeudi 07 avril 2015 appelle quelques remarques sur la mise en œuvre terrain d'un scénario de déversement accidentel et sur sa fiche de procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • difficultés de mise en œuvre des vannes d'obturation (temps de manipulation important). • constat sur le dernier regard obturé : il n'y a pas eu de prise en compte de l'obturation du tuyau servant de déversoir d'orage...). • l'exploitant explique qu'il n'y a pas de registre de suivi de ces différentes manœuvres, le retour d'expérience s'effectue sur fiches. <p>=> L'exploitant devra apporter des actions correctives pour remédier à ces écarts et capitaliser ces fiches de retour d'expérience au travers d'un document de synthèse.</p>
4.3.9 (AP de 2008) art 3 rejet	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Conforme	La fréquence des contrôles fixée mensuellement est respectée.

final RF (APC RSDE) indiquer la prescription	Référence du rejet vers le milieu récepteur : RF			Conforme	RSDE : La fréquence trimestrielle d'analyses pour le Dichlorométhane est respectée depuis décembre 2014 et la concentration en cette substance dans les rejets aqueux de l'établissement reste stable. L'exploitant souhaiterait passer d'une fréquence semestrielle à annuelle. Il doit transmettre une demande écrite argumentée en préfecture pour instruction.																																															
	<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th><th>Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique</th></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td><td>85</td></tr><tr><td>DBO₅</td><td>25</td><td>24</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>/</td><td>0,012</td></tr><tr><td>Chrome total</td><td>/</td><td>0,005</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>/</td><td>0,005</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>/</td><td>0,005</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>/</td><td>0,005</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>/</td><td>0,470</td></tr><tr><td>Manganèse</td><td>/</td><td>0,240</td></tr><tr><td>Etain</td><td>/</td><td>0,470</td></tr><tr><td>Fer+ Aluminium</td><td>/</td><td>1,180</td></tr><tr><td>Phosphore</td><td>2</td><td>2,35</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>5</td><td>1</td></tr><tr><td>Azote total</td><td>/</td><td>15</td></tr><tr><td>MEST</td><td>150</td><td>35</td></tr></table>			Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	DCO	125	85	DBO ₅	25	24	Arsenic	/	0,012	Chrome total	/	0,005	Plomb	/	0,005	Cuivre	/	0,005	Nickel	/	0,005	Zinc	/	0,470	Manganèse	/	0,240	Etain	/	0,470	Fer+ Aluminium	/	1,180	Phosphore	2	2,35	Hydrocarbures	5	1	Azote total	/	15	MEST	150	35	Non conforme
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique																																																		
DCO	125	85																																																		
DBO ₅	25	24																																																		
Arsenic	/	0,012																																																		
Chrome total	/	0,005																																																		
Plomb	/	0,005																																																		
Cuivre	/	0,005																																																		
Nickel	/	0,005																																																		
Zinc	/	0,470																																																		
Manganèse	/	0,240																																																		
Etain	/	0,470																																																		
Fer+ Aluminium	/	1,180																																																		
Phosphore	2	2,35																																																		
Hydrocarbures	5	1																																																		
Azote total	/	15																																																		
MEST	150	35																																																		
4.3.9.1	Rejets internes Référence du rejet interne à l'établissement EU4 – Débit maximal : 240 m³/j			Conforme	La fréquence des contrôles fixée mensuellement est respectée.																																															

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique
DCO	300	70
DBO ₅	100	24
Arsenic	0,05	0,012

	<table><tr><td>Zinc</td><td>2</td><td>0,47</td></tr><tr><td>Manganèse</td><td>1</td><td>0,24</td></tr><tr><td>étain</td><td>2</td><td>0,47</td></tr><tr><td>Fer + aluminium</td><td>5</td><td>1,18</td></tr><tr><td>hydrocarbures</td><td>5</td><td>1,2</td></tr><tr><td>Azote total</td><td>30</td><td>15</td></tr><tr><td>MEST</td><td>150</td><td>35</td></tr></table>	Zinc	2	0,47	Manganèse	1	0,24	étain	2	0,47	Fer + aluminium	5	1,18	hydrocarbures	5	1,2	Azote total	30	15	MEST	150	35	Conforme	Les résultats des derniers contrôles inopinés effectués durant la période du 04 au 05/02/16 sont conformes.
Zinc	2	0,47																						
Manganèse	1	0,24																						
étain	2	0,47																						
Fer + aluminium	5	1,18																						
hydrocarbures	5	1,2																						
Azote total	30	15																						
MEST	150	35																						
5.1.2	Séparation des déchets	Conforme	L'exploitant réalise le tri des déchets produits par le fonctionnement normal des installations.																					

			Non-conforme	<p>Cependant, les conditions de tri et de stockage des supports de moteurs stockés partie Nord du bâtiment de copeaux ne sont pas satisfaisantes.</p> 
5.1.4	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts.	Observation		(les égouttures d'huiles se retrouvent dans le réseau d'eaux pluviales).
6.2.1	Niveaux acoustiques Valeurs Limites d'émergence	Conforme		L'exploitant déclare s'assurer que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement sont régulièrement autorisées. Les filières de valorisation et d'élimination des déchets n'ont pas été contrôlées.
6.2.2	Niveaux limites de bruit	Non conforme		La fréquence triennale est respectée; dernier contrôle effectué en novembre 2015.
9.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores			L'analyse des résultats laisse apparaître un niveau d'émergence en période nocturne supérieur aux limites prescrites pour le point 3.

7.2.1	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement	Conforme	L'exploitant dispose de documents permettant de connaître la nature et les risques des substances ainsi que les préparations dangereuses présentes dans les installations. L'exploitant présente la fiche de données de sécurité du fioul froid dénaturé prévue par l'article R231-53 du code du travail, il informe qu'au niveau du site, ces fiches sont réécrites par produit pour en améliorer la lisibilité.
7.3.3	Installations électriques : La vérification de l'installation est effectuée au moins une fois par an par un organisme compétent...	Conforme	Pour 2015, l'exploitant a fait réaliser la vérification annuelle de ses installations par DEKRA entre les 25 et 30 septembre. Il hiérarchise le suivi des anomalies relevées et effectue en interne les opérations de maintenance et en valide la réalisation. Une trace informatique des mesures correctives est conservée.
7.3.4	Protection contre la foudre :	Conforme	L'analyse du risque foudre a été réalisée du 02/02/12 au 07/02/2012 La conclusion aboutit à des bâtiments auto protégés.
		Observation	Un paratonnerre est néanmoins présent sur la cheminée centrale du site.

Référentiel : Arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression

Article	Exigence à vérifier	Nature du constat	Commentaire / réponse apportée / référence documentaire
9Bis	Pour les équipements sous pression fixes l'exploitant tient à jour une liste des récipients, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté.	Conforme	L'exploitant dispose d'une liste de 19 équipements sous pression présents au sein de son installation. L'exhaustivité de la liste n'a pas été vérifiée.
		Observation	=> Il appartient à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des équipements relevant de la réglementation des ESP figurent bien sur cette liste.
10	Les opérations de surveillance comprennent au minimum des inspections périodiques.	Conforme	Les inspections périodiques sont planifiées. Au vu du tableau présenté : en 2015 <ul style="list-style-type: none"> pas de requalification effectué en 2015, juste 5 inspections périodiques réalisées. Pas d'intervention à prévoir pour 2016